DANYS, Milda, *DP: Lithuanian Immigration to Canada After the Second World War*. Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 43 Queen's Park Crescent East, Toronto, Ont., M5S 2C3, 1986. 365 p. 7,95 \$.

Sylvie Taschereau

Volume 40, numéro 4, printemps 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304507ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304507ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Taschereau, S. (1987). Compte rendu de [DANYS, Milda, *DP: Lithuanian Immigration to Canada After the Second World War*. Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 43 Queen's Park Crescent East, Toronto, Ont., M5S 2C3, 1986. 365 p. 7,95 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40(4), 613–615. <https://doi.org/10.7202/304507ar>

DANYS, Milda, *DP: Lithuanian Immigration to Canada After the Second World War*. Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 43 Queen's Park Crescent East, Toronto, Ont., M5S 2C3, 1986. 365 p. 7,95\$

Ainsi que le souligne Milda Danys au début de son ouvrage, l'histoire de la Lithuanie, petit pays situé au bord de la mer Baltique, coincé entre la Pologne, l'Allemagne et l'URSS, est marquée par l'omniprésence de la guerre. En 1940, l'occupation soviétique y met fin à un bref épisode de liberté nationale. En 1941, les Nazis l'occupent à leur tour, instaurant eux aussi un régime de répression et de terreur qui frappe durement l'élite politique et intellectuelle. Parmi ceux qui fuient pour échapper aux déportations ou aux massacres des uns et des autres, beaucoup se retrouveront, à la fin de la guerre, dans les camps que les armées alliées et des organismes internationaux administrent en Allemagne de l'Ouest.

Après l'enfer, le purgatoire: dans l'Europe dévastée, les réfugiés doivent encore subir les rationnements et l'inconfort extrême de ces installations précaires. Plus d'un million d'entre eux — parmi lesquels les Lithuaniens — refusent de retourner dans leur pays, désormais sous tutelle soviétique. Beaucoup redoutent de surcroît que l'agressivité des Russes n'entraîne un nouveau conflit et ne pensent qu'à fuir le plus vite et le plus loin possible. Ce n'est pas ce qu'avaient prévu les responsables des camps. Il faut avouer que les pays-hôtes éventuels ne se montrent pas particulièrement empressés de recevoir des «DPs» (Displaced Persons). Le Canada ne s'y résout d'ailleurs pas le premier: avant que le boom économique des années 50 ne dissipe les craintes d'une nouvelle dépression, les Canadiens semblent en effet généralement hostiles à l'arrivée de ceux qu'ils perçoivent comme des travailleurs concurrents. Aussi, pour la plupart, ces réfugiés de guerre ne sont-ils admis au pays qu'à titre de travailleurs sous contrat pour une durée d'un an et employés dans les seuls secteurs où une demande de main-d'oeuvre se fait alors sentir, soit le secteur primaire (mines, travail agricole, coupe du bois) et le service domestique (puis, plus tard, les «sweatshops» de l'industrie du vêtement).

En somme, l'établissement de ces personnes n'a rien d'une oeuvre de charité: les quelques cas véritablement «humanitaires» (tuberculeux ou personnes souffrant de troubles mentaux, par exemple) ne sont d'ailleurs acceptés qu'après bien des détours. En cette fin des années 1940, la correspondance du ministère du Travail et de la division de l'Immigration concernant le choix des réfugiés ne laisse aucun doute quant aux buts poursuivis: le lecteur averti ne manquera pas de remarquer que ces derniers diffèrent assez peu, somme toute,

de ceux que vise, aujourd'hui comme hier, l'ensemble de la politique d'immigration: choisir des candidats jeunes, en bonne santé, culturellement et ethniquement adaptables (sans toutefois discriminer de façon trop ouverte) et dont l'économie du pays pourra tirer un profit immédiat.

Nous pourrions ajouter — quoique puissent en laisser croire certains des titres alarmistes qui paraissent actuellement dans nos journaux — que les principes guidant la politique canadienne en matière de réfugiés ont, dans l'ensemble, assez peu évolué depuis cette époque (si ce n'est qu'aujourd'hui la discrimination est autant idéologique qu'ethnique ou raciale).

Du point de vue des Lithuaniens, cependant, le Canada a le double avantage d'être une terre d'abondance — en ces temps de disette — et d'être de plus fort éloigné du territoire d'une guerre éventuelle. La fin justifiant les moyens, les réfugiés lithuaniens parviendront à contourner les exigences de «qualification» des autorités canadiennes (ils tairont notamment leur niveau d'éducation généralement trop élevé pour ce genre de travail) et à passer des examens médicaux par trop sévères pour ces hommes et ces femmes que les privations et les mauvaises conditions d'hygiène ont considérablement affaiblis.

Non sans une certaine naïveté, remarque Milda Danys, les responsables canadiens s'attendent à recevoir des individus à la fois reconnaissants, dociles et peu exigeants, un peu comme pouvaient l'être, ironise-t-elle, les Irlandais de la Grande Famine. Reconnaissants, ils le sont et trop heureux de sauver leur peau. Mais ils ne sont pas pour autant dépourvus de sens critique. Leur immigration et plus encore le travail qu'ils acceptent ne représentent pour eux qu'une situation transitoire. Or ils constatent bientôt avec désagrément que leurs employeurs et les Canadiens en général les identifient totalement à ces emplois modestes. Telle est, semble-t-il, la place qui leur a été assignée dans l'échelle de la société canadienne et l'on s'attend à ce qu'ils n'en bougent pas. Mais ces réfugiés, parmi lesquels se retrouvent aussi bien des gens de professions libérales que des fermiers ou des fonctionnaires, ne l'entendent pas ainsi. En tant que travailleurs et travailleuses, ils se montrent extrêmement sensibles à toutes formes de discrimination et n'hésitent pas à faire valoir leurs droits. Partout où ils sont employés, ils multiplient de fait les mouvements de résistance et les grèves spontanées.

Certes, les Lithuaniens ne sont pas les seuls à revendiquer et à faire la grève. Mais de toute évidence — et quoique Milda Danys ne l'ait pas relevé — la vivacité de leurs réactions témoigne d'une perception que ces réfugiés ont d'eux-mêmes et du contrôle qu'ils exercent sur leur destinée qui les distingue de la plupart de leurs compagnons de travail, immigrants ou non: ils sont, d'emblée, persuadés d'avoir d'autres horizons que ceux de manoeuvres ou domestiques ordinaires. Ce qui, par ailleurs, ne leur enlève pas de mérite.

Si les Lithuaniens se montrent revendicateurs, leurs rapports avec la gauche ouvrière ne sont pas pour autant toujours cordiaux: l'expérience de l'occupation soviétique en a fait des anticomunistes farouches — Milda Danys rapporte d'ailleurs plusieurs épisodes de conflit entre réfugiés lithuaniens et sympathisants ou membres des partis socialiste ou communiste. En fait, les nouveaux venus sont suspects aux yeux de leurs propres compatriotes établis au Canada avant la Dépression. Plusieurs de ces derniers, pro-soviétiques con-

vaincus, sont horrifiés à l'idée d'avoir à accueillir des «fascistes» parmi eux. Ces divisions idéologiques ne seront qu'en partie atténuées par la force des liens familiaux et d'amitié. Reste que les réfugiés peuvent généralement compter sur l'appui, matériel et autre, des «anciens» Lithuaniens. L'éducation et les activités culturelles qu'ils organisaient dans les camps étaient les gages de leur survie et de la perpétuation de leur identité nationale; de même, les communautés qu'ils créent et celles qu'ils raniment, à Vancouver, à Montréal et dans les villes industrielles de l'Ontario, témoignent, en dépit des conflits, d'une vie culturelle intense.

Pour suivre les réfugiés lithuaniens au Canada, l'auteure a parcouru le pays d'est en ouest et recueilli pas moins de deux cents entrevues, qui forment la base de son étude. Mettant à profit la nature particulière de cette source, elle présente un texte d'un style vivant et agréable, ponctué d'un humour parfois assez mordant. On l'aura deviné, les récits de ces immigrants ne sont pas toujours flatteurs pour leur terre d'accueil. Du moins échappe-t-on à ce «O Canada» si artificiellement servi par plusieurs des ouvrages sur l'immigration dans ce pays. Danyš évite de même un autre des écueils fréquents de cette littérature: ce que les anglophones appellent «filiopietism». En fait, loin de mettre l'accent sur les «success stories» de ses compatriotes — que l'on devine d'ailleurs plus nombreuses chez les Lithuaniens que chez beaucoup de communautés immigrantes — elle déplore les déqualifications que plusieurs ont dû subir et le gaspillage de ressources humaines qui en est résulté. A ce propos, cependant, une remarque s'impose: lorsqu'il s'agit de chiffres, Milda Danyš est plus que discrète; croit-elle que les statistiques fassent si mauvais ménage avec l'histoire orale? Combien, parmi ces quelques dizaines de milliers de réfugiés, pratiquaient des professions libérales? Ou encore, combien y trouvait-on d'ouvriers qualifiés? A défaut de tableaux élaborés, quelques informations de cet ordre nous aideraient à saisir l'importance des phénomènes de mobilité sociale et de déqualification dont elle nous parle.

Mon dernier commentaire pourrait s'adresser à beaucoup de celles et ceux qui ont écrit jusqu'à présent sur tel ou tel groupe immigrant. Il est important, bien sûr, de replacer chaque fois ces études dans un contexte historique plus large — ce qu'ici l'auteure tente de faire rapidement. Il me paraît également essentiel de situer le mouvement observé par rapport à l'ensemble de l'immigration qui conflue vers le Canada à la même époque. Une évocation, même rapide, de ce qui peut le rapprocher des autres mouvements migratoires (dans ce cas, des rapprochements auraient pu être faits avec les groupes estoniens et latviens, notamment) et de ce qui l'en distingue, enrichirait d'autant notre compréhension de la politique canadienne et de l'ensemble des dynamiques en cause. Qui a dit que l'histoire «ethnique» devait être ethnocentriste?

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

SYLVIE TASCHEREAU